

Délibération N° 2025-11-13-DGS**Département du Val-de-Marne**

Convention de partenariat à la reconstruction
du centre social et culturel Al Bustan, avec la
Ville de Gennevilliers

Arrondissement de Nogent-sur-Marne**Nombre de membres composant**

Le Conseil Municipal 45

Membres en exercice 45

Présent.e.s ou représenté.e.s

à la séance 42

Absent.e.s 3

SÉANCE DU 13 novembre 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **treize novembre**, les membres composant le
Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués
le **six novembre**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous
la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M.GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, Mme FENASSE (arrivée au point 4),
M. SEYE, M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M.
DAMIANI, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme BOUHADA,
Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. CLERGET, Mme
LARABI, M. LEBLANC, Mme VIENNEY, Mme GARNIER, Mme MICHEL, M.
MULLER, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, M. RISPAL, M. NOMBO POATY, M.
KEITA, Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND, Mme CAZALS,
Mme CACAIS-BARANGER

EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S

Mme BENZIANE

a donné mandat à Mme SAINT GAL

Mme CHARDIN

a donné mandat à M. MULLER

M. BRUNET

a donné mandat à M. CORNELIS

M. DAUMONT-LEROUX

a donné mandat à M. ORJEBIN

Mme TRANCART

a donné mandat à Mme MICHEL

M. FOURESTIER

a donné mandat à Mme LELU

Mme LAROQUE

a donné mandat à Mme CAZALS

M. DE LA CROIX

a donné mandat à M. BERTRAND

ABSENT.E.S

Mme AVOGNON-ZONON, Mme INDJA, M. TARGUI

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un
secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Madame LELU ayant obtenu la majorité des voix, a été désignée pour
remplir cette fonction qu'elle a accepté.

LE CONSEIL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 1115-1, L1611-4, L. 2121-29 et L2311-7 ;

VU l'article 10 de la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

VU les Lois de décentralisation du 3 février, 6 février, et 1er juillet 1992 et la Loi dites Thiollière du 2 février 2007 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements de mettre en œuvre ou de financer des actions à caractère humanitaire ;

VU la Loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale ;

VU la circulaire INTB1809792C du 24 mai 2018 des Ministres de l'Intérieur, de l'Europe et des Affaires Etrangères ;

CONSIDERANT l'appel à projets franco-palestinien 2022-2024 lancé conjointement par le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, la délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales, le Consulat Général de France à Jérusalem et les ministères palestiniens du Gouvernement Local et des Finances ;

CONSIDERANT le projet présenté par le centre socio culturel Al Bustan dans le cadre de cet appel à projets ;

CONSIDERANT que la Ville de Fontenay-sous-Bois, en lien avec plusieurs collectivités territoriales, dont la Ville de Gennevilliers, a contribué à élaborer un projet social, culturel, sportif et de santé en direction de la jeunesse à Jérusalem-Est sur la période 2022-2024, en lien avec le Centre social et culturel Al Bustan à Jérusalem-Est ;

CONSIDERANT que ce projet partenarial se poursuit dans le cadre de l'appel à projets franco-palestinien de la Délégation pour les collectivités territoriales et la société civile (DCTCIV) (MEAE) pour la période 2025-2027 ;

CONSIDERANT que la démolition du centre social Silwan Al Hayat (Al Bustan), survenue le 13 novembre 2024, sur décision des autorités israéliennes, a considérablement impacté le travail réalisé par le Centre au bénéfice des populations du quartier de Silwan ;

CONSIDERANT l'appel à projet FICOL de l'Agence Française de Développement qui finance des projets de développement à Jérusalem-Est, et le dépôt du dossier de candidature par la Commune de Gennevilliers en sa qualité de cheffe de file ;

CONSIDERANT le projet de convention de partenariat ci-annexé, à conclure entre la Ville de Fontenay-sous-Bois et la Ville de Gennevilliers aux fins de versement d'une participation au financement du projet de reconstruction dudit centre, à hauteur de 3.000€ ;

Sur avis de la Commission des Finances,

Après en avoir délibéré,

À LA MAJORITÉ

Par 37 voix pour

M. GAUTRAIS, Mme KLOPP, M. CORNELIS, Mme FENASSE, M. SEYE,

M. LACHELACHE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, Mme BENZIANE, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, M. BRUNET, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, M. KEITA, M. CLERGET, Mme LARABI, M. LEBLANC, Mme VIENNEY, Mme GARNIER, Mme MICHEL, M. MULLER, M. DAUMONT-LEROUX, M. BATTAL, Mme SAINT GAL, Mme TRANCART, M. RISPAL, M. NOMBO POATY, M. FOURESTIER, Mme CAZALS, Mme LAROQUE

Par 5 abstentions

Mme CHAMBRE-MARTIN, M. MATHIEU, M. BERTRAND, Mme CACAIS BARANGER, M. DE LA CROIX

DECIDE,

Article 1^{er} : D'autoriser la signature de la convention de partenariat et de soutien à la reconstruction du centre AL BUSTAN, conclue entre la Ville de Fontenay-sous-Bois et la Ville de Gennevilliers en sa qualité de cheffe de file.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer ladite convention et tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : De procéder au versement d'une somme de 3 000 euros à la Ville de Gennevilliers en application de ladite convention de partenariat.

Article 43 : Dire que la dépense en résultant sera imputée au budget 2025-chapitre 65.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;

- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 1.6 NOV. 2025

Publication

le 2.1 NOV. 2025

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



